

A lire : Montée de la violence en province (*Afrique Express 14/03*)
Un climat de pré-guerre civile (*L'autre Afrique 20/03*)
Au moins 2 morts dans des affrontements à Taomasina (*AFP 13/03*)
Retour au calme dans la ville de Taomasina (*AFP 16/03*)
L'engrenage de la guerre civile (*LOI 13/04*)
Communiqué de presse (*AI 22/04*)

POLITIQUE INTERIEURE

Un directeur d'agence bancaire, partisan de M. RAVALOMANANA, a été tué sur l'île de Nosy Be par le chef des services de sécurité du gouverneur provincial. Un directeur de société, qui avait également été enlevé par le lieutenant colonel A. COUTITY, a pu s'échapper. Un 3^{ème} homme a été blessé. Depuis un mois, cette tête brûlée terrorise la population : il s'en prend aux partisans de « MARC » et aux Merina (ethnie dont est issu le président autoproclamé). Son commando multiplie les rafles, les réquisitions sauvages et les passages à tabac ; il est considéré comme un cow-boy qui n'obéit à personne. En 1991 déjà, lors de la crise politique, il s'était livré à des exactions. Jugé et emprisonné en 1993, il a été libéré en 1996 lors du retour au pouvoir de RATSIRAKA. Le ministre des Forces armées a donné l'ordre à la gendarmerie de Nosy Be de « neutraliser COUTITY ». (*AFP 2/03*)

Malgré la loi martiale décrétée jeudi soir par la président sortant RATSIRAKA, le président autoproclamé RAVALOMANANA a présenté son gouvernement le vendredi matin, dans l'hôtel de ville de la capitale. La cérémonie a été suivie d'un culte œcuménique, concélébré par les 4 églises chrétiennes qui soutiennent M. RAVALOMANANA depuis le début. Ses partisans ont maintenu leurs barrages et manifestation quotidienne et la grève générale. Toute la nuit, ils ont parcouru les rues du centre ville en signe de défi, organisant des soupes populaires qui ont occasionné de longues files d'attente. Les forces de l'ordre étaient absentes. D'ailleurs, les analystes sont d'accord sur le fait qu'ouvrir le feu serait précipiter la chute du régime. (*AFP 1/03*)

Devant chaque ministère, le scénario est le même : l'imposante foule s'ouvre pour laisser le passage aux officiels, s'assoit et chante des cantiques. Les quelques soldats qui gardent l'entrée des bâtiments s'effacent immédiatement. On laisse passer le serrurier et les huissiers chargés de faire l'état des lieux, puis des nonnes pour « exorciser » les bureaux et en chasser les démons. (*AFP 5/03*)

Les 5 gouverneurs fidèles à RATSIRAKA se réuniront et feront partir leurs décisions de Taomasina. Cette décision ravive la crainte d'un blocus de la capitale, sachant que les barrages routiers interdisent depuis plus d'un mois le ravitaillement des hauts plateaux en carburant et produits importés. (*AFP 5/03*)

Une nouvelle mission de l'OUA menée par l'ancien président du Cap-Vert ANTONIO MONTEIRO vient renouer le dialogue entre les deux parties. (*AFP 6/03*)

Environ 200 officiers, dont une vingtaine de généraux, ont fait allégeance à M. RAVALOMANANA. Il semblerait que 80 à 90 % des militaires et la totalité de la gendarmerie aient basculé dans le camp du « président » autoproclamé, mais que parmi les 20 % restant figurent quelques unités d'élite comme les régiments des forces d'intervention ainsi que le

haut commandement (les chefs d'état-major). « MARC » progresse incontestablement dans sa prise du pouvoir : il a pris possession des ministères et de la machine administrative, les fonctionnaires de base se remettent au travail, la télévision nationale a repris ses programmes (interrompus il y a 3 semaines par RATSIRAKA en raison de la fronde du personnel) mais il reste le point d'interrogation des provinces. Accompagné de partisans, le « Premier Ministre » JACQUES SYLLA a installé tous ses ministres dans leurs bureaux, à l'exception du ministère de la Défense et la Primature. Quant au secrétaire d'Etat à la police, il semble qu'il y ait eu une négociation : la police (7000 hommes) n'aurait pas basculé dans le camp du maire. (AFP 7/03)

Trois jours après l'instauration de la loi martiale, la levée de force d'un barrage s'est accompagnée d'échanges de pierres et de grenades lacrymogènes. Des milliers d'habitants de la capitale sont descendus dans les rues vers 16h30 après l'annonce à la radio de mouvements de troupes en direction des barrages. En début de soirée tout était rentré dans le calme (AFP 3/03)

Situation confuse au ministère de la défense, où le « ministre bis » et général MAMIZARA s'est vu refuser l'entrée dans le bâtiment par des militaires fidèles à RATSIRAKA. Après ce bref incident, une centaine de militaires pro RAVALOMANA se sont rassemblés dans l'enceinte afin d'empêcher l'arrivée éventuelle du ministre « officiel » JEAN-PAUL BORY. (AFP 11/03)

Une attaque à la grenade à Fianarantsoa pendant une réunion publique pro RAVALOMANA a fait 2 morts, dont le commanditaire de l'attaque qui a été lynché à mort par la foule. Depuis le début de la crise, 6 personnes ont été tuées. (AFP 11/03)

Reprise des cours dans les écoles, qui étaient en grève depuis le 28 janvier. (AFP 12/03)

Taomasina. **Les forces de l'ordre tirent** sur un groupe d'une dizaine de jeunes qui tentaient de piller un magasin : 4 morts. Sur le port, les tankers continuent d'arriver, l'unique raffinerie de fonctionner et les stocks s'accumulent. 700 à 800 conteneurs sont stockés sur des terrains privés afin d'éviter les frais de magasinage. 3 bâtiments appartenant à des personnes originaires de la capitale ont été incendiés. (AFP 14/03)

La foule a forcé l'accès à l'immeuble de la Primature et fait reculé les militaires qui le gardaient, mais en laissant sur le terrain un mort et 38 blessés. Assaillis par les manifestants, sous les jets de pierre, et coincés dans une rue étroite bordée de hauts murs, les militaires auraient tiré un unique coup de feu sur la foule. Le gouverneur militaire de la capitale (fidèle à RATSIRAKA) a annoncé l'ouverture d'une enquête sur ces violences. (AFP 15 & 16/03)

Dans le fief de RATSIRAKA, Taomasina, le calme est revenu après 3 jours d'incidents violents entre les supporters des deux camps. Les affrontements ont fait 5 morts et 7 blessés, et la police fait état de 32 arrestations. (AFP 16/03)

Un collectif de députés ralliés à RAVALOMANA (60 sur 150) a nommé AUGUSTE PARAINA (transfuge de l'Arema) président par intérim de l'Assemblée nationale. Sa 1^{ère} décision fut de convoquer une session extraordinaire de l'AN les 26 et 27 mars, afin que le Premier Ministre bis J. SYLLA puisse présenter son programme de gouvernement et de politique générale. (AFP 19/03)

M RAVALOMANA exige du président sortant D. RATSIRAKA qu'il fasse lever les barrages qui asphyxient la capitale avant de le rencontrer. La tentation d'une 3^{ème} voie proposée par des officiers supérieurs trouve un certain écho dans la classe politique : le vice-Premier ministre du gouvernement RATSIRAKA et le secrétaire de l'Arema prônent le dialogue. Attention, répond J. SYLLA, il s'agit d'une manœuvre pour que ses amis (de RATSIRAKA) lui succèdent. (AFP 18 & 20/03)

Après 3 mois de blocage politique, il y a une certaine **lassitude des Tananariviens** face aux conséquences économiques de la crise : ils sont chaque jour un peu moins nombreux sur la place du 13 Mai, à peine quelques milliers.

Les entreprises textiles de la zone franche d'Antananarivo ont dû mettre 30 de leurs 100 000 salariés au chômage, et certains dirigeants affirment subir des pressions du « gouvernement » RAVALOMANANA pour qu'ils paient les jours de grève à leurs employés. L'immobilisation des transports menace directement 7 500 emplois, les opérations bancaires sont très perturbées, et les agriculteurs des basses terres ne peuvent plus vendre leurs produits aux usines des hauts plateaux, elles-mêmes en chômage technique. (AFP 21 & 25/03)

Le gouvernement sortant a fixé au 28 avril le second tour de la présidentielle, auquel le « président » auto-proclamé RAVALOMANANA refuse de participer. (AFP 21/03)

Les deux gouvernements rivaux de la Grande Ile ont tenu leurs conseils des ministres respectifs le même jour, à la même heure, l'un au palais présidentiel, l'autre à l'hôtel de ville. (AFP 21/03) Une session extraordinaire de l'Assemblée nationale s'est ouvert sur convocation de RAVALOMANANA, en présence de 55 députés seulement. (AFP 26/03)

Depuis une semaine les fonctionnaires viennent au bureau, mais pour multiplier réunions et assemblées générales. Le gouvernement SYLLA avait tenu à conserver une très grande partie des cadres pour ne pas enrayer totalement la machine, et avait juré qu'il n'y aurait pas de chasse aux sorcières. Mais personne ne les contrôle plus, et ils s'organisent pour désigner leurs futurs chefs de service et virer ceux qui ne leur plaisent pas. (AFP 21/03)

Alors qu'aucun des deux présidents ne peut se prévaloir d'une autorité réelle et effective à l'échelon national, la « **guerre des provinces** » est engagée pour 4 d'entre elles. 3 morts et 29 blessés à Fianarantsoa. Les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur des milliers de manifestants qui tentaient de « prendre » le palais du gouverneur pour installer leur propre Président de Délégation Spéciale. Le ton se durcit aussi du côté de RAVALOMANANA, où l'on parle de « forcer les choses » pour s'installer dans l'ensemble du pays. 3^{ème} ville du pays, Fianarantsoa est l'objectif prioritaire en province de RAVALOMANANA. Le port de Manakara (à 250 km est de Fianar) est susceptible de briser le blocus de la capitale. Les routes menant aux deux autres grands ports, Taomasina et Mahajanga sont coupés par des barrages « ratsirakistes ». (AFP 27/03)

Démission du gouverneur militaire de la capitale, qui estime que la crise est désormais susceptible de mener à mort d'homme, et que la solution politique est la seule valable, ce « qui dépasse le cadre de ma mission » (AFP 27/03)

La manière dont J. SYLLA a formé son gouvernement sans les consulter au préalable, a irrité certains leaders politiques de l'opposition, dont MANADAFY RAKOTONIRINA (parti MFM (LOI 23/03)

Des militaires ont entrepris d'amener les deux « présidents » à se rencontrer au plus vite pour trouver une issue à la crise politique malgache. Pour ces médiateurs militaires, il s'agit de la dernière chance donnée aux civils. (LOI 23/03)

Interviewé sur RFI le président RATSIRAKA a affirmé tenter de « sauver l'unité nationale » car « il y a effectivement un gros risque aujourd'hui de déflagration, de conflit ethnique pour ne pas dire de guerre civile ». Il a qualifié le mouvement de son rival de « horde néofasciste » de « secte qui va mettre le pays en coupe réglée, vassaliser nos enfants ». (AFP 29/03)

3000 partisans de RAVALOMANA se rassemblent à Fianarantsoa : ils tiennent la rue mais le gouverneur de la province s'est retranché dans son palais avec des militaires et refuse de céder la place. (AFP 2/04)

Les produits de première nécessité commencent à manquer à Antananarivo Face aux critiques qui commencent à poindre, M. RAVALOMANANA durcit le ton « il faut lever ou, au besoin, détruire tous ces barrages ». La guerre est déclarée, triomphent en 1^{ère} page les

quotidiens *La Tribune* et *Midi Madagascar*. La population de la capitale, fatiguée des privations, estime que le pacifisme a assez duré. Des affichettes anonymes sont placardées dans la ville, dressant une liste de 50 noms, dont 35 militaires, souvent avec leurs adresses. Elles appellent la population à les arrêter et les remettre aux autorités. L'OUA appelle au calme. (AFP 3 & 5/04)

Antsirabe est un véritable camp retranché des partisans de « Marc ». Une dizaine de barrages ferment le bourg la nuit, la fouille est scrupuleuse. Les barrages sont tenus par les « kung fu » ces jeunes adeptes d'arts martiaux qui forment l'essentiel de cette « armée populaire » de M. RAVALOMANANA. « Nous recevons les ordres de la capitale et nous allons dans les campagnes pour expliquer aux paysans comment dresser et tenir des barrages » explique un partisan (AFP 4/04)

Les résidences de plusieurs proches conseillers ou ministres de RATSIRAKA ont été pillées ou incendiées. Les militaires tirent : 1 mort et 2 blessés parmi les partisans de RAVALOMANA. (AFP 8/04)

Des policiers en civil et des gardes du corps de RAVALOMANA font irruption dans un grand hôtel où le « Premier Ministre » J. SYLLA était attendu. Ils arrêtent 2 ou 3 proches de RATSIRAKA qu'ils soupçonnaient de vouloir enlever (voire tuer) J. SYLLA. L'une des personnes arrêtées, **GABY ROLLAND RAJAONARIVELO meurt rapidement** : traumatisme crânien. La victime serait un ancien policier devenu homme de main du ministre de l'aménagement du territoire, un « dur » du régime RATSIRAKA. Les 2 autres sont blessés, mais ont quitté l'hôpital, emmenés par la Brigade criminelle. Avec ce décès, on entre dans une nouvelle phase : jusqu'à présent, la violence était quasi exclusivement le fait du camp RATSIRAKA. Les conseillers de RAVALOMANA ont fini par reconnaître un « accident » puis un « dérapage ». De fait, ils semblent débordés par les durs de leur camp. (AFP 9 & 10/04) Nombre d'hommes d'affaires ou de personnalités vivant du trafic d'influence dans la capitale, et dont les affaires florissaient sous le régime de RATSIRAKA, redoutent une « nouvelle ère de délation ». (AFP 11/04)

3 généraux jouent les facilitateurs pour un dialogue entre les 2 présidents. Ils ont demandé à l'un de faire lever les barrages, et annoncé à l'autre qu'ils ne reconnaissent pas son auto proclamation. Le président sénégalais tente une médiation en marge du NEPAD, déplorant que « deux hommes, par leurs ambitions et parce qu'ils n'arrivent pas à trouver des règles du jeu pour les départager, en viennent à détruire un pays ». (AFP 9/04)

La vaste province d'Antsiranana a été partagée par Ratsiraka en zones d'influences confiées à 3 officiers qui sèment la terreur. A Nosy Be le lieutenant -colonel ANCELIN COUTITI, à la tête d'un commando de 6 à 12 hommes, organise une chasse aux membres du Comité de soutien à RAVALOMANA. Il a mis la population en coupe réglée, avec la complicité d'un élu local, d'un sénateur et d'un sous-préfet, véritables roitelets de l'île. Les touristes ont fui. Il existerait une liste noire de personnes à abattre, comportant 12 noms. Les témoignages des violences du commando COUTITI sont légion : tabassages, réquisitions l'arme au poing, jusqu'à la torture et le meurtre. (AFP 11/04)

Le célèbre avocat ANDRE RANDRANTO obtient de la Chambre administrative l'annulation du décret de nomination des membres de la HCC... ce qui rend caduque la validation par cette instance du résultat du 1^{er} tour de la présidentielle, mais pas le scrutin lui-même. A. RANDRANTO a été à la tête du barreau durant 2 mandats successifs et membre du Conseil national électoral (LOI 12/04)

La police disperse une manifestation d'opposants à Mahajanga. 37 jeunes ont été blessés (*Libération 16/04*)

Le général RAYMOND RANDRIANAIVO, fidèle au président RATSIRAKA, a été tué par balles à l'hôpital où il avait été transporté après avoir été blessé lors d'affrontements. (*Libération 17/04*)

Accolade entre les deux présidents le 17 avril à Dakar, en marge du sommet du Nepad. Le lendemain, ils apposaient leurs signatures sur le document de sortie de crise que le président WADE et le secrétaire de l'OUA leur soumettaient. Ce compromis intervient 24 heures après l'annulation par la Cour suprême, des résultats du 1^{er} tour de l'élection présidentielle et l'annonce de la reprise du décompte des votes. Il prévoit entre autres l'organisation d'un référendum, la mise en place d'un gouvernement de réconciliation nationale avec un Premier Ministre nommé d'un commun accord, le reste de l'équipe devant être agréé par les deux camps. L'accord prévoit aussi la levée immédiate de tous les barrages. Au total, **35 personnes ont été tuées** dans la crise malgache (*L'Autre Afrique 24/04, Libération 19/04*)

RELATIONS INTERNATIONALES

* AFRIQUE :

Plus d'un millier de manifestants à Saint Denis de la Réunion lors d'une marche soutenant M. RAVALOMANA. (*AFP 6/04*)

Djibouti rapatrie la centaine de ses ressortissants présents sur la Grande Ile, essentiellement des étudiants. (*AFP 9/04*)

* AUTRES :

Le Pape Jean-Paul II « exhorte les dirigeants à reprendre avec confiance et courage la voie du dialogue pour trouver rapidement une solution à la grave crise, pour le bien commun (*AFP 3/03*)

Le secrétaire de la conférence épiscopale malgache a déclaré au journal *La Croix* qu'il ne comprenait pas pourquoi la France continue à protéger et soutenir RATSIRAKA. Selon le religieux « la communauté internationale soutient une légalité faussée ». (*AFP 6/03*)

Le ministre français de la coopération C. JOSSELIN assure que « la France a bien entendu la volonté forte de changement du peuple malgache ». Mais en réitérant qu'il faut un cadre juridique, élection ou référendum. Comme l'OUA, la France invite les parties à lever les barrages. (*AFP 11/03*)

Presque tous les bailleurs de fonds internationaux de Madagascar se sont associés à une déclaration de l'UE réclamant la levée des barrages dressés sur les routes par les partisans du président sortant Ratsiraka pour asphyxier économiquement la capitale. (*AFP 28/03*)

VIE SOCIALE & ECONOMIE - DROITS DE L'HOMME

* ECONOMIE

Le 30 janvier, les partisans de M. RAVALOMANA ont fermé la banque centrale afin d'éviter que le président RATSIRAKA ne continue à bénéficier des 3 milliards de FMG de fonds spéciaux qu'il réquisitionnait sur le Trésor public chaque semaine. La dualité de pouvoir qui s'est instaurée sur la Grande Ile a bloqué toutes les opérations financières internationales de l'Etat, et les fonctionnaires n'ont été payés qu'au titre du budget 2001 (la clause des « douzièmes provisoires »). L'Etat malgache n'a pu assurer l'échéance de remboursement des bons du Trésor. (LOI 30/03)

La multiplication des directions bicéphales, qui se ramifient maintenant à tous les échelons de l'administration, crée la pagaille.

Le chômage technique et les pertes d'emplois gagnent tous les secteurs, et les prix ne cessent d'augmenter. Un salarié supprimé, c'est 5 personnes qui ne mangent pas. (AFP 7/04)

* REPRESSIONS

Les 2 « présidents » commémorent le 29 mars 1947, date à laquelle l'armée coloniale française réprima un soulèvement. Bilan : 90 à 100 000 morts. « 47 » est aux Malgaches ce que « l'Occupation » est aux Français : un devoir de mémoire, commémoré chaque année dans le recueillement et la prière. Depuis 5 ans, des paquets d'archives françaises ont été libérées du secret dans lequel elles étaient soigneusement maintenues. Les historiens se posent 3 questions : qui a déclenché le mouvement ? Qui y a réellement participé ? Quel est le bilan réel de la répression coloniale ? L'hypothèse d'un complot par l'administration elle-même n'est pas exclue : en effet, le soulèvement n'a pas eu d'envergure nationale et la capitale Tananarive ne prendra pas les armes contre l'autorité coloniale (AFP 29/03)

Incendie à la prison centrale d'Antananarivo. 123 prisonniers s'évadent. Une demi-heure après, une trentaine de policiers armés de fusils d'assaut tenaient en joue 11 détenus en guenilles, couchés face contre terre. **Certains policiers, armés de bâtons, tabassaient ces prisonniers, dont la plupart étaient couverts de sang.** Dans le quartier, les policiers tiraient, parfois à l'aveuglette. En début de soirée, 7 détenus manquaient à l'appel, tous les autres avaient été récupérés. (AFP 7/04)

La *Radio Télévision Analamanga*, une chaîne privée connue pour avoir soutenu le régime Ratsiraka dans un passé encore proche, annonce qu'elle supprime ses bulletins d'information après avoir reçu des menaces. Elles auraient été proférées contre des journalistes qui couvraient l'incendie par des militants pro-RAVALOMANA de la maison d'un ministre de RATSIRAKA. (AFP 8/04)

* DIVERS

Au moins 18 personnes sont mortes après avoir bu de l'alcool frelaté clandestin dans un quartier pauvre de la capitale (AFP 29/03)